

LES RELATIONS SINO-INDIENNES

TENDANCES RÉCENTES ET ÉVOLUTIONS EN COURS

PAR

ISABELLE SAINT-MÉZARD (*)

En 1954, le Premier ministre indien Jawaharlal Nehru et son homologue chinois Chu Enlai formalisaient le «Panchsheel», cinq principes de coexistence pacifique destinés à sceller une entente durable entre leurs deux pays : respect mutuel envers l'intégrité du territoire et la souveraineté de chacun, non-agression mutuelle, non-interférence mutuelle, égalité et bénéfice mutuels et coexistence pacifique. Que le Panchsheel fût dérivé de la doctrine bouddhique – socle culturel lointain, néanmoins commun aux deux voisins – ne pouvait être que de bon augure pour une relation qui se concevait déjà comme déterminante pour l'avenir du continent asiatique dans son ensemble. Quelque cinquante ans plus tard, dirigeants chinois et indiens annonçaient en avril 2005 un Partenariat stratégique et de coopération pour la paix et la prospérité, réitérant toute la valeur fondatrice du Panchsheel et leur conscience de la centralité de leur relation dans les grands équilibres d'une scène asiatique en recomposition.

Au cours du demi-siècle qui sépare ces deux jalons, Indiens et Chinois auront connu les affres de l'amitié perdue et de la mésentente. Incapables de s'accorder sur la démarcation de leur frontière himalayenne, ils auront tôt fait l'expérience amère du conflit armé. La guerre de 1962 a sans nul doute été brève et limitée, elle n'en a pas moins été vécue sur le mode de la trahison, surtout pour la partie indienne platement battue. La solide amitié qui s'est par la suite nouée entre Pékin et Islamabad a encore ajouté au désarroi indien. Pourtant, dès la fin des années 1970, l'Inde et la Chine s'efforcent de rétablir un début de communication et le délitement des alignements de la Guerre froide permet bientôt de plus amples ajustements : la visite du Premier ministre Rajiv Gandhi à Pékin en décembre 1988 inaugure une première période de réchauffement, qui se prolonge au long des années 1990. Signe majeur des ajustements en cours, New Delhi ne se joint pas à la cabale internationale contre la Chine au lendemain du «Printemps de Pékin» en 1989.

En retour, les positions chinoises sur l'imbroglie cachemiri deviennent plus nuancées : Pékin prend ses distances à l'égard des revendications pakis-

(*) Chercheur associée au Centre for Asian Studies de l'Université de Hong-Kong (Chine).

tanaïses sur le Cachemire, craignant que tout bouleversement majeur dans cette région himalayenne n'ait un effet de contagion sur ses territoires récalcitrants du Tibet et du Xinjiang. Plus généralement, dans un monde devenu unipolaire, Pékin et New Delhi trouvent quelques intérêts à faire front commun face à l'activisme de l'«hyperpuissance» américaine aussi bien en matière de droits de l'homme, que dans les négociations multilatérales sur le commerce international.

Les dynamiques de rapprochement n'en restent pas moins fragiles quand se sont accumulées trois décennies de suspicions et de mésintelligence. Ainsi, lorsqu'en mai 1998, le gouvernement dirigé par les nationalistes hindous du BJP décide de mettre un terme à la posture nucléaire ambiguë du pays en procédant à cinq essais d'armes atomiques, les relations bilatérales sont de nouveau au plus bas. A dire vrai, ce sont moins les essais nucléaires en eux-mêmes que la justification qui les accompagne – une prétendue menace chinoise pesant sur la sécurité de l'Inde – qui provoque l'ire de Pékin. L'émoi chinois s'avère pourtant aussi virulent que bref. En moins d'un an, les deux voisins reviennent à de meilleures dispositions et les liens bilatéraux semblent depuis n'avoir jamais été aussi cordiaux. Les essais nucléaires indiens du printemps 1998 ont ainsi établi les conditions pour un rapprochement accéléré, que l'arrivée de nouvelles équipes dirigeantes en Chine – la direction bicéphale du Président Hu Jintao et du Premier ministre Wen Jiabao en 2003 – comme en Inde – la coalition du Premier ministre congressiste Manmohan Singh en 2004 – ne dément pas.

Si le rapprochement qui s'opère désormais entre les deux géants paraît qualitativement différent, c'est aussi parce qu'il est animé par de nouvelles perceptions de part et d'autre. La formidable croissance économique chinoise ne provoque plus le complexe d'infériorité d'antan : elle est objet d'admiration et d'inspiration pour une Inde qui a retrouvé confiance en son propre taux de croissance. En retour, les Chinois prennent plus au sérieux un voisin qui est désormais présenté comme leur *alter ego* par un nombre croissant d'experts internationaux. De fait, c'est aussi le regard de la communauté internationale qui change. Les feux de l'actualité médiatique se projettent désormais sur le rapport sino-indien, rapport sans nul doute complexe, dont la problématique s'exprime souvent dans la dialectique du partenariat et de la rivalité. Aussi un examen des grands dossiers qui font la substance des liens entre l'Inde et la Chine depuis la fin des années 1990 révèle-t-il une situation contrastée, présentant des éléments clairement positifs, mais aussi de sérieux points d'achoppements aussi bien hérités de leur passé houleux que relatifs à leurs ambitions futures.

UNE VOLONTÉ POLITIQUE DE RAPPROCHEMENT

Le rapprochement sino-indien est avant tout affaire de volonté politique. Le ballet diplomatique auquel se livrent Pékin et New Delhi est soutenu, et implique les plus hauts échelons de l'appareil décisionnel. Dans le contexte passablement altéré de l'après-essais nucléaires, c'est le ministre des Affaires étrangères Jaswant Singh qui ouvre le pas, se déplaçant expressément à Pékin dès juin 1999, pour faire amende honorable. La visite du Président K.R. Narayanan en 2000 confirme le réchauffement en cours, avant que Jaswant Singh ne procède à un nouveau séjour en 2002. C'est enfin celui qui avait en 1998 ouvertement identifié la Chine comme «*la menace numéro un*», à savoir le ministre de la Défense George Fernandes qui, en avril 2003 se déplace à Pékin dans un climat de bonhomie retrouvée.

En retour, la succession de hauts dignitaires chinois à se rendre en Inde depuis l'année 2000 montre les bonnes dispositions de Pékin : tour à tour, New Delhi reçoit le ministre des Affaires étrangères Tang Jiaxuan en juillet 2000, l'ancien Premier ministre Li Peng en janvier 2001, puis l'ex-Premier ministre Zhu Rongji en janvier 2002 et, enfin, le ministre de la Défense Cao Gangchuan en avril 2004. La plupart de ces visites ont permis la mise en place d'une batterie de dialogues – de sécurité (2000), de lutte antiterroriste (2002) et plus récemment stratégique (2005) –, soit autant de mécanismes de concertations sur un large spectre, visant à établir un climat de confiance et à poser des fondations solides pour une relation diversifiée.

Les concertations qui se déroulent de 1999 à 2003 ouvrent sur un échange au plus haut niveau avec la visite en Chine du Premier ministre indien A.B. Vajpayee, fin juin 2003. Ce déplacement, le premier d'un chef de gouvernement indien depuis 10 ans, permet d'établir le contact avec la nouvelle équipe au pouvoir à Pékin, en particulier avec le Président et Secrétaire général du Parti communiste chinois Hu Jintao et le Premier ministre Wen Jiabao, lesquels semblent particulièrement soucieux d'améliorer les relations bilatérales. Surtout, les chefs de gouvernement des deux États signent leur première déclaration conjointe, un document de toute première importance dans lequel non seulement ils confirment solennellement que leurs pays ne présentent pas de menace l'un pour l'autre, mais formalisent en plus une vision partagée des relations bilatérales (1). La déclaration pose ainsi les grands principes qui régiront les futures relations sino-indiennes, appréhendées comme un partenariat de long terme, et précise que «*les intérêts communs des deux parties l'emportent sur leurs différends*», qu'«*aucune partie ne doit utiliser ou menacer d'utiliser la force contre l'autre*» et que les deux États s'accordent à «*renforcer qualitativement les relations bilatérales à*

(1) *Declaration on Principles for Relations and Comprehensive Cooperation between the Republic of India and the People's Republic of China*, 23 juin 2003.

tous les niveaux et en tout domaine, tout en traitant les différends par des moyens pacifiques d'une façon juste, raisonnable et mutuellement acceptable».

Dans la lignée de la visite de Vajpayee, le Premier ministre Wen Jiabao effectue un séjour de quatre jours en avril 2005, dans un climat de grande effervescence médiatique, suscitant des attentes élevées. C'est d'ailleurs la nécessité de donner un caractère marquant à la visite qui aura sûrement valu l'annonce d'un Partenariat stratégique et de coopération pour la paix et la prospérité, censé refléter le sentiment partagé des deux États que leurs relations ont désormais acquis un «*caractère global et stratégique*», transcendant les seules questions bilatérales. Plus concrètement, Wen s'est révélé soucieux de démentir les prédictions relatives à la rivalité sino-indienne. Il a martelé au long de sa visite qu'une Inde prospère servait les intérêts de la Chine, et réciproquement. Si la visite du Premier ministre chinois a confirmé la volonté des deux États de forger une relation cordiale, elle n'a pas débouché sur des développements radicalement nouveaux. À bien y regarder, le Partenariat stratégique n'est que le dernier venu parmi la pléthore des autres partenariats dans lesquels s'engagent Pékin et New Delhi. Toute la question est donc de voir quelle substance les deux voisins voudront bien donner à leur engagement rhétorique.

Car il est un autre engagement que Pékin a presque simultanément noué en avril 2005. Juste avant de se rendre en Inde, Wen Jiabao a en effet séjourné au Pakistan, où il a signé un Traité d'amitié, de coopération et de relations de bon voisinage. De fait, tout en cultivant le voisin indien, Pékin prend bien soin de rassurer Islamabad sur la pérennité de son amitié. Certes, la Chine n'est plus susceptible de prendre ouvertement le parti du Pakistan dans l'hypothèse d'un conflit avec l'Inde – c'est ce qu'auront appris à leurs dépens les dirigeants d'Islamabad lors des deux crises indo-pakistanaïses de 1999 et 2001. Elle n'est cependant en rien prête à sacrifier son amitié avec le Pakistan sur l'autel de la nouvelle entente avec l'Inde. Que leurs relations soient au plus bas ou en voie d'amélioration, Pékin entend bien promouvoir ses liens avec les deux voisins sud-asiatiques en parallèle. New Delhi semble d'ailleurs trouver quelques avantages à émanciper ses relations avec Pékin de la question pakistanaïse. Est-ce un signe de maturité dans les relations bilatérale ou le simple désir de faire progresser le dialogue de façon pragmatique? Toujours est-il que le Pakistan n'est plus systématiquement évoqué dans les pourparlers sino-indiens.

LA QUESTION FRONTALIÈRE EN SUSPENS

La frontière longue de près de 4 000 km qui sépare l'Inde et la Chine n'a jamais officiellement été démarquée. Elle continue de poser l'un des problèmes les plus délicats dans les relations bilatérales des deux pays. Outre les terres désolées du plateau de l'Aksai Chin, soit quelque 38 000 km² situés

sur le secteur occidental de la ligne de contrôle actuelle (LAC), les Indiens revendiquent 5 000 km² de territoire cédé par le Pakistan à la Chine dans le nord du Cachemire (2). Dans le secteur est, Pékin conteste la souveraineté indienne sur 90 000 km² de territoire, correspondant à l'actuel Etat de l'Arunachal Pradesh. La LAC est à peu près stable depuis les derniers accrocs de 1986-87 et des discussions se tiennent régulièrement sous l'égide du Groupe de travail conjoint Inde-Chine sur la question de la frontière. Le processus de normalisation ne s'en avère pas moins laborieux et complexe : l'Inde est pratiquement le seul voisin avec qui la Chine n'a pas réglé la question des frontières terrestres, cela en dépit de près de deux décennies de pourparlers bilatéraux.

Rappelons cependant qu'au cours des années 1990, deux avancées majeures ont été réalisées, grâce à la signature d'un accord pour le maintien de la paix et de la tranquillité sur la LAC en 1993, suivi en 1996 d'un accord pour des mesures de rétablissement de la confiance dans le domaine militaire le long de la LAC. Ces deux accords historiques ont permis de définir une approche en deux temps, consistant d'abord à garantir la paix et la tranquillité le long de la LAC pour une période prolongée, avant de parvenir au règlement définitif quand les conditions le permettront. Vers la fin des années 1990, les deux Etats ont entrepris d'accélérer le processus de clarification de la LAC. Ils sont parvenus à un premier résultat concret, avec un échange de cartes en vue de délimiter la frontière le long du secteur central, la partie la moins controversée il est vrai. Cette première étape a ouvert la voie à de nouvelles négociations sur le secteur ouest, une zone beaucoup plus disputée sur laquelle les deux parties sont encore incapables de s'entendre.

L'un des principaux objectifs de la visite de Vajpayee en 2003 était précisément de relancer le dialogue sur le contentieux frontalier. Prenant acte de la stagnation des négociations au niveau des bureaucraties, les deux parties ont tenté d'insuffler une nouvelle dose de volontarisme politique. Des représentants spéciaux ont été nommés de part et d'autres, avec pour mission d'établir le cadre général au sein duquel le processus de démarcation pourra être établi, cela dans une perspective «*politique et globale*». Manifestement soucieux de maintenir une dynamique positive dans les pourparlers bilatéraux, Wen Jiabao et son homologue Manmohan Singh ont conclu en avril 2005 un accord sur les Paramètres politiques et les principes directeurs pour le règlement de la question de la frontière sino-indienne : cet accord est censé œuvrer en faveur d'un «*règlement politique*» du contentieux dans le cadre des «*intérêts généraux et de long terme*» des deux pays. Les deux Premiers ministres ont aussi signé un protocole spécifiant les modalités pour la mise en œuvre des mesures de confiance dans le domaine militaire le long

(2) Cf. l'accord frontalier sino-pakistanaï de 1963.

de la LAC, originellement prévues dans l'accord de 1996. Le protocole devrait à terme permettre la réduction du nombre de troupes postées de part et d'autre de la LAC.

Dans le cadre de la relance des négociations sur le contentieux frontalier, quelques avancées notables ont pu être réalisées sur les questions respectivement sensibles du Tibet et du Sikkim. Ainsi, au plus grand plaisir de ses hôtes, le Premier ministre A.B. Vajpayee a en 2003 réaffirmé sa position conciliante sur la question du Tibet de la façon la plus explicite qui soit, en énonçant dans le texte de la déclaration conjointe que l'Inde «*reconnaît que la Région autonome du Tibet fait partie du territoire de la République populaire de Chine et réitère qu'elle ne permet pas aux Tibétains de conduire des activités politiques anti-chinoises sur son territoire*» (3). Pareille assertion est toujours du meilleur effet auprès des autorités chinoises, dont les principaux motifs de suspicion à l'égard de l'Inde doivent au fait qu'elle accueille sur son territoire le Dalai Lama et le gouvernement tibétain en exil. En retour, les dirigeants chinois ont fait quelques concessions sur le Sikkim (4). En convenant d'ouvrir un point de passage pour le commerce transfrontalier entre le Sikkim et le Tibet, *via* le col de Nathu La, ils ont *de facto* reconnu la souveraineté indienne sur ce territoire. Cette concession a par la suite été formalisée lors de la visite du Premier ministre Wen en avril 2005, lorsque la délégation chinoise a présenté une carte officielle sur laquelle le Sikkim fait partie intégrante de l'Union indienne. Ce geste, qui fait sans nul doute office de reconnaissance officielle du statut du Sikkim, élimine par là même un sujet de tension entre les deux États.

Les avancées réalisées depuis 2003 sur la question frontalière pourraient signaler certains infléchissements du côté indien. La posture de New Delhi a jusqu'à présent été assez rigide et unilatérale, puisque essentiellement fondée sur des revendications historiques et légales tendant à récupérer tout le territoire perdu au profit de la Chine. À l'inverse, les dirigeants chinois, notamment Deng Xiaoping en 1980, ont tôt préconisé une approche fondée sur le principe de réciprocité, favorisant des concessions de part et d'autre. En vain : les Indiens n'ont jusqu'à présent jamais voulu accepter la proposition chinoise de «*East-West swap*», par laquelle Pékin abandonnerait ses revendications sur le secteur est, tandis que New Delhi reconnaîtrait la souveraineté de la Chine sur l'Aksai Chin.

Or, il semble que l'Inde soit maintenant plus disposée à aborder la résolution du contentieux frontalier dans le sens du compromis, comme en témoignent les concessions effectuées sur les questions respectives du Sikkim et du Tibet. Cette évolution vers une approche plus souple et pragma-

(3) *Declaration on Principles for Relations and Comprehensive Cooperation between the Republic of India and the People's Republic of China*, 23 juin 2003

(4) Le Sikkim a été annexé par l'Inde en 1975, mais la Chine n'a jamais reconnu officiellement la souveraineté de l'Inde sur ce territoire.

tique montre que New Delhi aborde ses relations avec la Chine avec une plus grande confiance. La normalisation de la question frontalière n'en reste pas moins un processus de longue haleine, d'autant que, en Chine comme en Inde, toute concession majeure comporte un coût politique potentiellement important. Même s'il est désormais établi que le contentieux frontalier n'altérera pas la teneur générale de la relation bilatérale, il n'en perpétue pas moins un certain malaise de part et d'autre. D'ailleurs, les réunions entre représentants spéciaux se tenant dans la plus grande confidentialité, peu nombreux sont ceux qui peuvent prendre la mesure des progrès réellement accomplis dans les négociations.

L'ESSOR DES ECHANGES COMMERCIAUX

Le développement rapide des échanges commerciaux constitue l'un des aspects les plus encourageants de la relation sino-indienne. Il s'agit en l'occurrence moins d'un processus naturel que d'un projet politique, relayé avec succès par les communautés d'affaires des deux pays. Prenant le parti que les relations sino-indiennes ne sauraient se limiter à leurs incertitudes diplomatiques et stratégiques, les dirigeants des deux Etats ont été les premiers à défendre les mérites d'un rapprochement économique. Par-delà les logiques de profit, des liens commerciaux prospères sont vus comme un gage supplémentaire de stabilité, aidant sans nul doute à tempérer une relation ombrageuse. Le volume des échanges commerciaux a de fait connu une croissance rapide au cours des dernières années : de 2 milliards de dollars en 1999, il est passé à près de 13 milliards de dollars en 2004. L'Inde n'en demeure pas moins un partenaire commercial modeste pour la Chine, représentant à peine 1 % de son commerce extérieur. Comptant en revanche pour près de 9 % du commerce extérieur de l'Inde, la Chine s'est imposée comme un partenaire de tout premier ordre : elle est devenue le deuxième partenaire commercial de l'Inde, après les États-Unis.

Les interactions se sont ainsi progressivement accrues à l'échelle des cercles d'affaires. Après s'être crue condamnée face à la compétitivité des produits d'origine chinoise, une partie grandissante de la communauté d'affaires indienne semble prête à tenter sa chance sur l'immense marché de son voisin. Les principales multinationales indiennes investissent le marché chinois dans les secteurs où elles sont traditionnellement compétitives, à savoir les biotechnologies, les produits pharmaceutiques et les technologies de l'information. Signe des évolutions en cours, les connections aériennes et les flux touristiques s'intensifient petit à petit : s'il aura fallu attendre mars 2002 pour que les premières liaisons aériennes directes s'établissent entre l'Inde et la Chine, Manmohan Singh et Wen Jiabao ont signé un accord cadre prévoyant d'augmenter le trafic sino-indien à quelque 42 vols par semaine d'ici l'été 2006.

Le dossier commercial n'est pourtant pas sans poser problème. Le projet, évoqué lors de la visite de Wen, d'un accord de libre-échange bilatéral alarme à ce point la communauté d'affaires indienne qu'il demeure en suspens. Il est vrai qu'en dépit de son apparent dynamisme, la relation commerciale sino-indienne se construit pour l'heure de façon déséquilibrée. Alors que plus de la moitié des exportations de l'Inde vers la Chine repose sur le minerai de fer et l'acier, le panier des exportations chinoises vers l'Inde est non seulement diversifié, mais les produits à forte valeur ajoutée, comprenant aussi bien le petit électronique que les équipements lourds (5), y sont prédominants.

En outre, les Chinois sont sans nul doute intrigués par les avancées indiennes dans le domaine des technologies de l'information en général et des logiciels en particulier. Toutefois, les discours politiques prônant un partenariat qui allierait les compétences indiennes en logiciels au savoir-faire chinois en matériel informatique relèvent plus d'une logique d'effet d'annonce que d'arguments économiques solides : observant que les Chinois concentrent leurs efforts sur le développement des logiciels, les plus sceptiques des experts jugent que leurs avancées s'effectueront à terme aussi bien sans l'Inde et peut-être même à ses dépens ; en tout état de cause, l'industrie indienne des logiciels et des technologies de l'information est bien plus encline à développer ses activités de recherche et de développement avec les Etats-Unis qu'avec la Chine.

De façon plus générale, s'ajoute enfin le fait que le gouvernement indien – et plus encore le ministère de la Défense et les agences de renseignements – nourrit des réticences face à l'ouverture de certains secteurs dits d'importance stratégiques aux firmes chinoises (6). La prégnance des réflexes de méfiance que suscite la Chine au sein de nombre d'instances décisionnelles et bureaucratiques indiennes constitue un obstacle non négligeable au développement des relations économiques bilatérales.

Les hésitations indiennes à pleinement jouer la carte de la coopération économique se manifestent aussi à propos de l'« Initiative de Kunming » ou BCIM, un projet de coopération sous-régional que la province chinoise du Yunnan tente de promouvoir auprès des voisins bangladais, indiens et birmanais. Or, c'est peu dire que les ministères de la Défense et de l'Intérieur, ainsi que les agences de renseignement en Inde ne s'enthousiasment guère pour un projet qu'ils craignent être par trop sous influence chinoise. De la

(5) V. SRIDHAR, « Free trade fears », *Frontline*, vol. XXII, mai 2005 ; *Report of the India-China Joint Study Group on Comprehensive Trade and Economic Cooperation*, 2005, 120 p.

(6) Ainsi, les projets d'investissements de la firme chinoise Huawei Technologies, spécialisée dans les télécommunications, sont compromis en raison des soupçons d'une partie de l'*establishment* indien, qui l'accuse d'entretenir des liens avec l'armée chinoise. Il est en outre frappant de constater que, en 2004, quelque 250 000 Indiens se sont rendus en Chine, alors que seuls 50 000 Chinois ont pu voyager dans le sous-continent : les procédures de visa semblent être un facteur explicatif de ce déséquilibre ; New Delhi ne paraît de fait guère empressé de faciliter les conditions de déplacements des hommes d'affaires chinois.

même façon, l'accord pour la réouverture du col de Nathu La au commerce transfrontalier a été annoncé avec beaucoup d'enthousiasme en juin 2003, mais, les instances centrales indiennes – en plus de l'armée – tardent à sa mise en œuvre, et ce en dépit des pressions réitérées des acteurs politiques locaux. La question de l'ouverture des frontières du nord-est de l'Inde aux flux des biens et des personnes fait ainsi l'objet d'un intéressant débat où, pour l'heure, les problématiques de sécurité intérieure l'emportent sur les potentiels gains socio-économiques pour les régions concernées. Il n'est cependant pas exclu qu'avec le temps les tenants de la coopération sous-régionale prennent peu à peu l'ascendant.

Pour compléter ce dossier économique, il convient enfin d'évoquer la problématique en vogue des besoins énergétiques croissants – aussi bien en pétrole qu'en gaz naturel – des économies chinoise et désormais indienne, souvent interprétés comme un facteur supplémentaire de compétition entre les deux puissances. Notons pour l'heure qu'en ce domaine comme en bien d'autres, décideurs indiens et chinois s'efforcent d'endiguer les tendances structurelles à la rivalité, en promouvant des initiatives de partenariat. Loin du mercantilisme anticipé, les firmes publiques indiennes et chinoises investissent conjointement dans des projets d'exploitation pétrolière au Soudan et en Iran. Toutefois, à mesure que les impératifs d'approvisionnement en énergie se hissent au rang d'objectif prioritaire de politique extérieure, les deux États risquent de se trouver en concurrence sur un nombre croissant de projets dans leur vaste pourtour régional.

MODERNISATIONS MILITAIRES

Le rapprochement prudent des années 1990 a permis quelques premières initiatives de socialisation entre forces armées et les contacts récents entre les plus hauts échelons de l'institution militaire témoignent d'une volonté d'affermir le dialogue. Le chef d'état-major de l'armée de terre indienne, le général N.C. Vij s'est rendu en Chine en décembre 2004, tandis que le chef d'état-major des armées chinoises, le général Liang Guanglie a effectué un déplacement en Inde en mai 2005, au terme duquel il a été décidé de lancer une série d'échanges militaires. Dans un souci de transparence, Pékin a même entrepris d'inviter une délégation de l'armée indienne à effectuer une visite au Tibet en 2003. Toutefois, peut-être la plus emblématique des mesures de confiance sino-indiennes s'est-elle déroulée dans le champ naval : des manœuvres conjointes se sont en effet tenues au large de Shanghai en novembre 2003 ; l'Inde aura ainsi été l'un des tout premiers pays avec lesquels la marine chinoise a conduit de tels exercices.

Les questions de défense n'en constituent pas moins l'un des dossiers les plus délicats de la relation bilatérale. Les cercles militaires restent sur leurs gardes quant au rapprochement diplomatique : cela est manifeste en Inde,

sous-jacent en Chine. Dans cette perspective, la question nucléaire est essentielle et critique, car Indiens et Chinois investissent et progressent chacun en ce domaine, sans parvenir à ouvrir un dialogue substantiel. De fait, le programme nucléaire indien a largement été motivé par les avancées du voisin chinois (7). Or, Pékin se refuse à entreprendre un dialogue en la matière au prétexte que l'Inde est en marge du régime international de non-prolifération. En l'absence de communication, le passif des suspicions et récriminations indiennes à l'égard des activités chinoises continue de s'alourdir.

Les transferts au profit du Pakistan en technologie nucléaire et balistique restent difficilement pardonnables du point de vue indien : les missiles Shaheen, conçus grâce à l'aide chinoise, posent de fait une menace imminente sur la sécurité de l'Inde. A ce jour encore, certains experts indiens soupçonnent la survie de contacts illicites entre les deux pays. De plus, les Indiens restent sceptiques quant aux promesses de la Chine de ne pas procéder à une militarisation de l'espace et surveillent avec inquiétude la modernisation de son arsenal nucléaire (8). De façon plus immédiate, les craintes indiennes se focalisent sur le déploiement supposé de quelque 50 à 60 missiles à têtes nucléaires au Tibet, menaçant une grande partie du territoire indien (9). En réponse, New Delhi travaille activement à la mise au point de l'Agni III, un missile à tête nucléaire qui, avec une portée annoncée de 2 500 à 3 000 km, lui permettrait d'atteindre le cœur de la Chine.

Dans le domaine des armements classiques, l'Inde et la Chine procèdent chacune à une modernisation militaire rapide, qui les fait figurer parmi les tout premiers pays importateurs d'armes en Asie (10). Parmi les trois armes, ce sont notamment les forces navales qui pourraient devenir un paramètre important du futur équilibre stratégique sino-indien, tant elles font l'objet d'une attention renouvelée dans chaque pays. Longtemps déshéritée, la marine indienne bénéficie depuis la fin des années 1990 d'un nouveau cycle de modernisation qui passe par l'acquisition d'équipements permettant la projection de la puissance, parmi lesquels un groupe aéronaval dont la pièce maîtresse sera le porte-avions *Ghorshkov* récemment acquis auprès de la Russie.

New Delhi, qui désire exercer une influence déterminante sur l'océan Indien – considéré comme son pré carré – redoute les programmes d'expansion de la marine chinoise, interprétés comme la manifestation d'un «*désir d'acquérir une formidable force navale*» (11), et voit d'un mauvais œil l'impli-

(7) Ce sont notamment les essais chinois de Lop Nor en 1964, soit deux ans seulement après la guerre de 1962, qui convainquirent les dirigeants indiens de la nécessité de développer un programme de recherche nucléaire.

(8) Raja MENON, *A Nuclear Strategy for India*, Sage Publications, New Delhi., 2000, 316 p.

(9) Ministry of Defense, Government of India, *Annual Report 2002-2003*, GOI, New Delhi, 2003, p. 5

(10) A.J. TELLIS/M. WILLS (dir.), *Strategic Asia 2005-2006 : Military Modernization in an Era of Uncertainty*, The National Bureau of Asian Research, Washington D.C., 2005.

(11) Integrated Headquarters, Ministry of Defense (Navy), *Indian Maritime Doctrine*, INBR 8, MoD, New Delhi, avr. 2004, pp. 69-70.

cation de la Chine dans divers projets d'infrastructures portuaires, au Pakistan comme au Myanmar. Inversement, tout en travaillant à renforcer sa flotte, notamment dans ses composantes sous-marines et amphibies, l'Armée de libération du peuple observe avec attention l'activisme naval du voisin indien, qui se manifeste non pas seulement en océan Indien, mais aussi en mer de Chine, à l'occasion de divers exercices conjoints avec le Vietnam et le Japon.

De plus, les pratiques chinoises de transferts en armements aux voisins sud-asiatiques continuent d'être des points de friction avec l'Inde. Il en est ainsi de la relation sino-pakistanaise qui semble braver les épreuves du temps et dont le manque de transparence en matière de coopération militaire est une source permanente de suspicions pour les Indiens. L'aide économique et militaire considérable apportée au Myanmar et les transferts en armements au profit du Bangladesh sont autant de sujets de préoccupations. C'est enfin la possibilité de voir Pékin s'engager dans une aide militaire soutenue en faveur du Népal qui irrite New Delhi. Ironie de l'histoire, Pékin a de fait pris le parti du roi Gyanendra qui, prétextant de la menace posée par la guérilla maoïste, s'est emparé du pouvoir en février 2005 aux dépens d'un gouvernement démocratiquement élu. Les contacts accrus entre Kathmandu et Pékin ont témoigné de l'implication grandissante de la Chine dans le conflit, outre qu'ils ont résulté en divers accords de transferts en armements. Delhi – et Washington – a ainsi dû lever les régimes de sanctions militaires initialement imposés à l'encontre de Gyanendra face à la crainte de voir la Chine prendre l'ascendant sur ce pays à la dérive.

LE JEU DES ETATS-UNIS

Si les prémices du rapprochement indo-américain remontent au début de la décennie 1990, celui-ci ne s'est véritablement manifesté qu'au cours de l'année 2000. Le président Clinton a de fait choisi la dernière année de son mandat pour se rendre en Inde et, en dépit d'importants désaccords, notamment sur la non-prolifération et sur le Pakistan, a signé avec son homologue A.B. Vajpayee une déclaration générale engageant les deux Etats à une coopération bilatérale étroite pour assurer la stabilité en Asie. C'est alors une véritable réévaluation de l'Inde comme grande puissance émergente qui s'opère au sein d'une partie de l'*establishment* américain.

Les dynamiques de rapprochement s'accroissent encore avec l'arrivée au pouvoir de l'Administration Bush, au point qu'elles semblent en passe de reformater de façon décisive des relations marquées par des décennies d'incompréhension. Dans leur nouvelle entente, Indiens et Américains célèbrent leurs valeurs démocratiques partagées avec d'autant plus d'enthousiasme, qu'ils ont identifié des menaces communes – terrorisme, fondamentalisme et prolifération des armes de destruction massive en premier chef.

Ce faisant, le rapprochement indo-américain se manifeste essentiellement dans les domaines de la défense et de la coopération militaire : exercices militaires conjoints, dialogues stratégiques et levée progressive de l'ensemble des restrictions pesant sur les transferts de technologies sensibles vers l'Inde constituent les grands jalons de leur partenariat naissant.

Indiens et Américains ont aussi pris acte de leur préoccupation commune face à la montée en puissance de la Chine. Pékin, qui s'est vue qualifiée de «*concurrent stratégique*» durant les premiers mois de l'Administration Bush, n'en aura que mieux saisi les implications potentielles du rapprochement entre l'Inde et les États-Unis. Tout en se gardant bien d'adopter une posture ouverte d'endiguement, New Delhi et Washington ont donné des indices d'une certaine connivence. Il était ainsi frappant de constater que, au plus haut de la crise sino-américaine d'avril 2001 relative à l'avion espion EP3, le président Bush a accordé une entrevue personnelle et impromptue à Jaswant Singh, le ministre des Affaires étrangères alors en visite à Washington. Surtout, New Delhi a été l'un des rares pays en Asie à réagir favorablement au projet de défense antimissiles présenté par le Président Bush en mai 2001, quand la Chine s'en est fortement émue. De fait, les éléments néo-conservateurs de l'Administration Bush qui défendent une stratégie d'endiguement de la Chine sont enclins à projeter l'Inde dans un rôle de contrepoids potentiel. Cette configuration, qui était à peine voilée avant le 11 septembre, refait désormais surface.

L'année 2005 a connu de nouvelles étapes décisives dans le rapprochement stratégique entre l'Inde et les États-Unis. En mars 2005, la Secrétaire d'État Condoleezza Rice formalise le projet américain de faire de l'Inde une grande puissance (12). Les implications de ce projet ne tardent pas à se manifester : en juin 2005, le ministre de la Défense Pranab Mukherjee se rend aux États-Unis pour une visite de 9 jours, accompagné d'une importante délégation comprenant les grands industriels de l'armement indien. La visite permet la signature d'un accord cadre pour une coopération accrue dans la défense, prévoyant transferts de technologies, co-productions, recherche et développement et, à un autre titre d'activités conjointes, la participation commune à des opérations multinationales. Pékin n'ignore pas l'importance de ce qui s'est joué à Washington. La réaction chinoise s'attaque d'ailleurs moins à l'Inde qu'aux États-Unis : l'initiative américaine est dénoncée comme une stratégie visant à endiguer l'influence de la Chine en Asie, pour mieux avancer ses intérêts stratégiques dans la région (13).

Le deuxième acte du rapprochement indo-américain en 2005 se tient en juillet lorsque le Premier ministre Manmohan Singh se rend à Washington. A lui seul, l'arsenal protocolaire déployé par la Maison-Blanche à cette

(12) «Walker's world : US to make India a world power», *The Washington Times*, 30 mars 2005.

(13) «Washington draws India in against China», *People's Daily online*, 7 juil. 2005.

occasion a souligné l'importance attachée à la consolidation du partenariat avec l'Inde. Au-delà des symboles, la visite a donné lieu à un nouvel accord visant à lever les restrictions sur les transferts de technologies nucléaires vers l'Inde dans le domaine civil. Même si l'aval du Congrès américain et du Groupe des pays fournisseurs du nucléaire sera difficile à obtenir, cet accord montre que Washington est disposé tout à la fois à reconnaître tacitement l'Inde comme Etat doté de l'arme nucléaire et à faire une exception en sa faveur dans le régime de non-prolifération. Le quasi-mutisme chinois, plus tard rompu par une réaction décalée des médias officiels dénonçant «*l'impact négatif*» de cet accord sur l'ordre nucléaire international, témoigne bien du malaise de Pékin, même si celui-ci s'exprime – une fois encore – à l'encontre de Washington plutôt que de New Delhi (14).

Ainsi, la crainte de faire les frais d'un alignement indo-américain est sans nul doute un facteur essentiel qui explique l'empressement de Pékin à s'assurer la bienveillance de l'Inde depuis la fin des années 1990, voire à occasionnellement raviver le projet d'un triangle stratégique avec la Russie. La Chine peut certes se targuer d'une certaine expérience dans la gestion des relations avec les Etats-Unis. Elle se sait cependant dans la ligne de mire d'une partie de l'*establishment* américain en raison des incertitudes qui entourent sa montée en puissance. Déjà fort préoccupée par le redéploiement des forces américaines dans une grande partie de son voisinage, notamment en Asie centrale, elle a sans nul doute à cœur de ne pas voir le grand voisin indien faire le jeu de la politique américaine en Asie. On pourra ainsi se féliciter de voir le triangle stratégique naissant entre l'Inde, la Chine et les Etats-Unis obéir à une logique essentiellement vertueuse, surtout pour New Delhi qui, en louvoyant droitement entre les deux grandes capitales, a bénéficié simultanément de leurs faveurs. Cependant, ces dynamiques positives sont-elle durables, tant les repositionnements géopolitiques des trois puissances semblent ouvrir sur un grand jeu stratégique en Asie ?

* *
*

La dialectique du partenariat et de la rivalité sied particulièrement bien à l'analyse du rapport sino-indien contemporain. De fait, ce qui se dévoile aux yeux des observateurs, c'est une relation que les décideurs politiques s'efforcent de placer sous le signe de la coopération alors même qu'elle demeure structurellement délicate. Au reste, on ne perdra pas de vue que le rapprochement sino-indien est avant tout guidé par un pragmatisme de bon aloi qui ressort de nouveaux impératifs de politique étrangère, eux-

(14) Xin BENJIAN, «Who's pushing nuclear proliferation : commentary», *People's Daily Online*, 27 oct. 2005.

mêmes largement dérivés de préoccupations domestiques. Priorité étant donnée en Chine, comme désormais en Inde, aux efforts de développement socio-économique, on s'inquiète des deux côtés de la frontière de garantir un environnement stable et pacifique permettant de se consacrer pleinement aux multiples défis qui se présentent sur le front intérieur. Les plus sceptiques pourront certes répliquer sur un mode réaliste qu'Indiens et Chinois ont pour l'heure tout intérêt à promouvoir leur politique de bon voisinage, car une période de paix et de tranquillité leur permet de se consolider économiquement... tout autant que militairement.

Sans nul doute, les équipes dirigeantes à New Delhi comme à Pékin devront-elles faire preuve de clairvoyance et de dextérité politique pour gérer au mieux les relations entre les deux puissances annoncées du XXI^e siècle. L'ampleur du rapprochement stratégique entre l'Inde et les Etats-Unis, qui touche à des aspects essentiels de la sécurité en Asie, constitue en outre un paramètre essentiel de la marche à venir des relations bilatérales sino-indiennes. Sans être nécessairement porteurs de conflit, la pérennité des liens sino-pakistanaï et la lutte d'influence sourde à laquelle se livrent Pékin et New Delhi au Myanmar, voire au Népal restent des points de friction potentiels, tout autant que les ambitions stratégiques indiennes dans l'océan Indien et, au-delà, en mer de Chine.

Si Indiens et Chinois s'adonnent avec emphase à des déclarations conjointes et autre partenariat stratégique, une question essentielle demeure pour la stabilité des relations futures : la Chine est-elle vraiment disposée à voir l'Inde s'affirmer comme une grande puissance ? A ce titre, la campagne indienne pour l'attribution d'un siège permanent au Conseil de sécurité des Nations Unies donne lieu à des quiproquos diplomatiques, bien plus qu'à un soutien ferme de la part de la Chine. La déclaration conjointe de 2005 affirme certes que « *la Chine comprend et soutient les aspirations indiennes à jouer un rôle actif aux sein des Nations Unies et dans les affaires internationales* » (15), mais, en contrepoint de cette ambiguïté rhétorique, Pékin s'est dans les faits formellement opposé à l'initiative collective de l'Allemagne, du Brésil et de l'Inde pour une réforme du Conseil de sécurité, au motif que le Japon y prenait part.

En attendant et pour en revenir à un cadre proprement bilatéral, il est intéressant de constater que la relation sino-indienne s'émancipe des strictes questions de sécurité et qu'elle se diversifie, tout en se complexifiant, à mesure qu'elle s'ouvre sur un spectre inédit de parties prenantes et d'intérêts divers. Les logiques de coopération, voire d'intégration économique, ont de fait pris une importance grandissante tandis qu'une multiplicité d'acteurs participent désormais au rapprochement des deux voisins. Certes, les acteurs politiques au niveau de l'Etat central conservent un rôle de pre-

(15) *Joint Statement of the Republic of India and the People's Republic of China*, 11 avr. 2005.

mier plan; mais, à leur côté, les décideurs infranationaux, par exemple ceux de certains États du nord-est de l'Inde ou de provinces chinoises tel le Yunnan, tentent de donner des orientations inédites aux relations entre les deux géants. Ce sont surtout les sociétés civiles – communautés d'affaires et cercles intellectuels en premier chef – qui sont en passe d'émerger comme des parties prenantes de l'évolution générale des relations bilatérales et qui donnent ainsi toute sa valeur à un processus fondamental de redécouverte mutuelle entre les deux nations.